

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 17 janvier 2024
(Convocation du 10 janvier 2024)

Aujourd'hui, le 17 janvier 2024 à 11h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 4
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 4	
Contre		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président

**OBJET : Conventions - Ressource en eau - Protocole de fin de concession de l'ouvrage de l'Arrêt-Darré****Exposé des motifs :**

L'Institution Adour a concédé à la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) l'étude, la construction l'entretien et l'exploitation d'un ouvrage de stockage d'eau brute à usage principal d'irrigation d'une capacité prévisionnelle de 10 800 000 m³ dit retenue de l'Arrêt-Darré, sis sur le ruisseau de l'Arrêt-Darré affluent rive gauche de l'Arros sur le territoire des communes d'Angos, Bordes Coussan, Gonez, Lansac, Laslades, Lespouey, Lhez et Sinzos par contrat de concession et cahier des charges en date du 16 mars 1993.

La durée du contrat était de 30 ans à compter du 16 mars 1993.

Un avenant n°1 a été signé le 24 décembre 1997 ayant pour objet d'actualiser les modalités d'exploitation du barrage de l'Arrêt-Darré, comme le permettent les articles 6 (contrats passés avec les tiers) et 9 (financement de l'exploitation) de la concession.

Un avenant n°2 a été signé le 30 octobre 2012 afin de confier à la CACG l'exécution de prestations supplémentaires découlant d'un changement de réglementation relative à la sécurité des ouvrages hydrauliques, pour un montant de 30 000 € HT ; charge qui n'était pas prévisible au moment de la signature de la convention.

Un avenant 3 a été signé le 18 mars 2023 pour porter l'échéance du contrat au 31 décembre 2023, soit un allongement de durée de 9,5 mois sur 360 mois. De plus, compte tenu du non provisionnement pour la maintenance lors de cette prolongation, il est convenu que la CACG reversera à son concédant la somme de 120 000 € correspondante à la dotation moyenne de maintenance précisée à l'article 3 de l'avenant 2.

Fin de la concession :

L'article 11 du contrat de concession précise qu'à l'expiration de la concession, le concédant sera subrogé au concessionnaire et prendra possession de l'ouvrage et le lui remettra gratuitement et en état normal de service.

Biens de retour de la collectivité

Le transfert de propriété de l'ensemble de l'aménagement réalisé, comprenant l'assiette foncière ainsi que l'ouvrage hydraulique et ses équipements annexes par la CACG pour le compte de l'Institution Adour, est intervenu juridiquement dès l'achèvement de l'ouvrage, le contrat de concession en ayant cédé pendant sa durée la jouissance au délégataire.

L'assiette foncière de l'ouvrage est constituée des parcelles figurant dans le protocole ci-annexé, ainsi que des parcelles de la restitution à l'Estéous, la servitude pour la canalisation de transfert, les autorisations pour implantation des stations hydrométriques ou les propriétés de parcelles ou de seuils des stations hydrométriques.

La CACG ayant acquis ces parcelles pour le compte de l'Institution Adour, un acte authentique établi par la SCP Stéphanie GABRIEL et Sylvain GUENARD, Notaires Associés, sise au Bureau annexe permanent, 4 rue de la porte BP 14, 32160 PLAISANCE-DU-GERS, sera établi à la charge de l'Institution Adour pour faire publier auprès du service de la publicité foncière les parcelles propriété de l'Institution Adour et rendre opposable aux tiers cette remise des biens immobiliers en fin de contrat.

La conduite de transfert vers l'Estéous et les droits de servitude qui y sont attachés, ainsi que les stations hydrométriques de mesure sur l'Arros, l'Estéous et l'Arrêt-Darré (en amont du lac) permettant de gérer la retenue de l'Arrêt-Darré, font partie des biens remis à l'Institution Adour.

Remise des documents

Afin de clôturer ladite concession, le concessionnaire se doit de remettre à l'Institution Adour l'ensemble des documents listés dans le protocole ci-annexé.

Règlement des aspects financiers et fiscaux

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



En sa qualité de concessionnaire de l'aménagement, la CACG a inscrit à l'actif de son bilan l'immobilisation correspondante.
Il ressort des enregistrements comptables que cette valeur à l'actif de son bilan s'élève à la somme de 14 737 827 € HT.

Vu le contrat de concession pour « la construction l'entretien et l'exploitation d'un ouvrage de stockage d'eau brute à usage principal d'irrigation d'une capacité prévisionnelle de 10 800 000 m³ dit retenue de l'Arrêt-Darré, sis sur le ruisseau de l'Arrêt-Darré affluent rive gauche de l'Arros sur le territoire des commune d'Angos, Bordes Coussan, Gonez, Lansac, Laslades, Lespouey, Lhez et Sinzos » signé avec la CACG le 16 mars 1993,
Vu l'avenant n°1 en date du 24 décembre 1997,
Vu l'avenant n°2 en date du 30 octobre 2012,
Vu l'avenant n°3 en date du 18 mars 2023,
Considérant l'article 11 du contrat de concession,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'accepter les termes du « Protocole de fin de concession de l'ouvrage de l'Arrêt-Darré » tel qu'annexé, pour :
 - pouvoir intégrer les biens de retours constitués des différents ouvrages et de leurs propriétés foncières respectives,
 - recevoir les documents relatifs aux ouvrages et leur exploitation,
 - intégrer à l'actif de l'Institution Adour l'immobilisation correspondante d'une valeur de 14 737 827 € HT,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 janvier 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

PROTOCOLE DE FIN DE CONCESSION DE L'OUVRAGE DE L'ARRÊT-DARRE

Entre,

L'INSTITUTION ADOUR Etablissement Public Territorial de Bassin dont le siège est situé 38
Rue Victor Hugo , 40025 MONT DE MARSAN Cedex

dont la dénomination sera ci-après **L'Institution Adour ou LE CONCEDANT**

D'UNE PART

La société dénommée la **COMPAGNIE D'AMENAGEMENT DES COTEAUX DE GASCogne**,
Société Anonyme d'Economie mixte, au capital de 26 297 900,20 euros dont le siège social est
situé Chemin de Lalette, CS 50449, 65004 TARBES Cedex (65000), immatriculée au registre du
commerce et des sociétés de Tarbes sous le numéro B 592 780 233.

dont la dénomination sera ci-après **LA CACG ou LE CONCESSIONNAIRE**

D'AUTRE PART

REPRESENTATION

La société dénommée la COMPAGNIE D'AMENAGEMENT DES COTEAUX DE GASCOGNE est représentée par Monsieur Willy LUIS, Directeur Général nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'Administration de ladite CACG en date du 16 août 2021 et renouvelé le 26 janvier 2023 et domicilié en cette qualité au siège social de ladite CACG.

L'Institution Adour par M. Paul CARRERE, Président autorisé par délibération en date du 17 janvier 2024 à signer le présent protocole

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives. Les parties préalablement au protocole objet de la présente ont exposé ce qui suit :

EXPOSE

I- Contrat de concession d'un ouvrage de stockage du 16 mars 1993

L'Institution Adour a concédé à la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne l'étude, la construction l'entretien et l'exploitation d'un ouvrage de stockage d'eau brute à usage principal d'irrigation d'une capacité prévisionnelle de 10 800 000 m³ dit retenue de l'Arrêt-Darré , sis sur le ruisseau de l'Arrêt-Darré affluent rive gauche de l'Arros sur le territoire des commune d'Angos, Bordes Coussan, Gonez, Lansac ,Laslades, Lespouey, Lhez et Sinzos par contrat de concession et cahier des charges en date du 16 mars 1993.

La durée du contrat était de 30 ans à compter du 16 mars 1993.

Les parties déclarent qu'à ce jour, il n'est apparu aucune difficulté quelconque relativement à l'exécution de la mission de service public administratif objet du contrat.

L'avenant n° 1, du 24 décembre 1997 ayant pour objet d'actualiser les modalités d'exploitation du barrage de l'Arrêt-Darré, comme le permettent les articles 6 (contrats passés avec les tiers) et 9 (financement de l'exploitation) de la concession.

L'avenant n° 2, en date du 30 octobre 2012 afin de confier à la CACG l'exécution de prestations supplémentaires découlant d'un changement de réglementation relative à la sécurité des ouvrages hydrauliques. Cet avenant prévoit le financement intégral de cette étude par l'Institution Adour pour un montant de 30 000 € HT ; il a été signé afin de ne pas bouleverser l'économie générale du contrat et pour faire face à une charge qui n'était pas prévisible au moment de la signature de la convention.

L'avenant n° 3, en date du 18 mars 2023 qui porte l'échéance du contrat au 31 décembre 2023, soit un allongement de durée de 9,5 mois sur 360 mois. De plus, compte tenu

du non provisionnement pour la maintenance lors de cette prolongation, la CACG reversera à son concédant la somme de 120 000 € correspondante à la dotation moyenne de maintenance précisée à l'article 3 de l'avenant 2.

II- Arrêtés-Préfectoraux

Cet ouvrage a été déclaré d'utilité publique par arrêté -préfectoral du Préfet des Hautes-Pyrénées en date du 10 novembre 1992 et arrêté complémentaire en date du 25 novembre 1992.

L'arrêté interpréfectoral du Préfet des Hautes-Pyrénées et du Préfet du Gers en date du 1^{er} décembre 1992 a porté règlement d'eau de cet ouvrage.

L'arrêté interpréfectoral du Préfet des Hautes-Pyrénées et du Préfet du Gers en date du 8 juillet 1996 a précisé le règlement d'eau en prescrivant la valeur d'un débit minimum de salubrité à Tasque.

L'arrêté préfectoral du Préfet des Hautes-Pyrénées en date du 19 novembre 2009 a classé l'ouvrage au titre de la sécurité publique en classe A et défini les mesures relatives à ce classement.

III- Article 11 du contrat de concession

L'article 11 du contrat de concession précise qu'à l'expiration de la concession, le concédant sera subrogé au concessionnaire et prendra possession de l'ouvrage et le lui remettra gratuitement et en état normal de service.

REMISE DES BIENS EN FIN DE CONTRAT

I- Biens de retour de la collectivité

Le transfert de propriété de l'ensemble de l'aménagement réalisé comprenant l'assiette foncière ainsi que l'ouvrage hydraulique et ses équipements annexes par la CACG pour le compte de l'Institution Adour est intervenu juridiquement dès l'achèvement de l'ouvrage, le contrat de concession en ayant cédé pendant sa durée la jouissance au délégataire.

L'assiette foncière de l'ouvrage étant constituée des parcelles figurant ci-après :

Département	Commune	Section	Numéro	Superficie	Lieudit	Nature
HAUTES PYRENEES	BORDES	A	304	63757	LARRET	Eau
HAUTES PYRENEES	ANGOS	B	23	2713	LE VILLENAVE	Eau
HAUTES PYRENEES	COUSSAN	AC	25	370	SERROC-SUD	Eau
HAUTES PYRENEES	COUSSAN	AC	143	178	SERROC-SUD	Canalette
HAUTES PYRENEES	COUSSAN	AC	151	747	SERROC-SUD	Eau
HAUTES PYRENEES	COUSSAN	AC	220	782	SERROC-SUD	Eau
HAUTES PYRENEES	COUSSAN	AC	221	2203	SERROC-SUD	Eau
HAUTES PYRENEES	COUSSAN	AC	228	61350	SERROC-SUD	Digue
HAUTES PYRENEES	GONEZ	A	365	109150	LARRIOU	Eau
HAUTES PYRENEES	LANSAC	B	167	384300	LE BOIS	Eau
HAUTES PYRENEES	LANSAC	B	168	24989	LE BOIS	Eau
HAUTES PYRENEES	LASLADES	A	370	827	LALANNE	Canalette
HAUTES PYRENEES	LASLADES	A	402	284878	MOURA	Eau
HAUTES PYRENEES	LASLADES	A	403	1020	LALANNE	Eau
HAUTES PYRENEES	LESPOUEY	A	118	3892	LARTIGUE	Eau
HAUTES PYRENEES	LESPOUEY	A	131	3370	LARTIGUE	Eau
HAUTES PYRENEES	LESPOUEY	A	445	466	LARTIGUE	Eau
HAUTES PYRENEES	LESPOUEY	A	465	5617	PLA	Eau
HAUTES PYRENEES	LESPOUEY	A	476	1820	LARTIGUE	Terre
HAUTES PYRENEES	LESPOUEY	A	479	120953	LARTIGUE	Eau
HAUTES PYRENEES	LESPOUEY	A	483	6155	LARTIGUE	Eau
HAUTES PYRENEES	LESPOUEY	A	486	2064	LARTIGUE	Terre
HAUTES PYRENEES	LESPOUEY	A	487	180	LARTIGUE	Eau
HAUTES PYRENEES	LHEZ	A	2	1923	BOIS DE FOURQUET	Eau
HAUTES PYRENEES	LHEZ	A	419	3590	BOIS DE FOURQUET	Eau
HAUTES PYRENEES	SINZOS	B	623	45012	HAIL	Eau
HAUTES PYRENEES	SINZOS	B	633	176285	PARRET	Eau
Total				1308591		

Et les parcelles de la restitution à l'Estéous, la servitude pour la canalisation de transfert sise sur les parcelles cadastrées commune de COUSSAN section AC n° 17, 119, 161, 167, 136, 218 et 219, les autorisations pour implantation des stations hydrométriques ou les propriétés de parcelles ou de seuils des stations hydrométriques.

La CACG ayant acquis ces parcelles pour le compte de l'Institution Adour, un acte authentique établi par la SCP Stéphanie GABRIEL et Sylvain GUENARD, Notaires Associé, sise au Bureau annexe permanent, 4 rue de la porte BP 14, 32160 PLAISANCE-DU-GERS, sera établi à la charge de l'Institution Adour pour faire publier auprès du service de la publicité foncière les parcelles propriété de l'Institution Adour et rendre opposable aux tiers cette remise des biens immobiliers en fin de contrat.

La conduite de transfert vers l'Estéous et les droits de servitude qui y sont attachés fait partie des biens remis à l'Institution Adour

La CACG remet également à l'Institution Adour les stations hydrométriques de mesure sur l'Arros, l'Estéous et l'Arrêt-Darré (en amont du lac) permettant de gérer la retenue de L'Arrêt-Darré

REMISE DES DOCUMENTS

Afin de clôturer ladite concession, le concessionnaire se doit de remettre à l'Institution Adour l'ensemble des documents rappelés ci-dessous :

En conséquence, un exemplaire des différents dossiers visés ci-dessous ont été remis à la collectivité ce jour ou avant les présentes comme en attestent les parties.

- 1- L'inventaire des biens du service
- 2- Le Fichier des usagers, ces données étant nominatives et protégées par les dispositions de la Directive Européenne RGPD, conformément à nos contrats ces données ne peuvent faire l'objet « d'aucun *traitement ni cession à un tiers, de la part de la collectivité* » (Directive RGPD du 14 avril 2016).
- 3- Les plans relatifs à la réalimentation
- 4- Les dossiers techniques des ouvrages et du matériel (notices du matériel, notice d'entretien, notice d'exploitation, schéma électrique, notice Hygiène et Sécurité)
- 5- Les documents d'exploitation et de maintenance relatant le fonctionnement des installations sur la durée complète du contrat (dossier ouvrage)
- 6- Les données du service
- 7- Les rapports de contrôles réglementaires
- 8- Les contrats en cours, regroupant également toutes les conventions portant sur l'usage du bien.
- 9- La liste des biens dédiés remis à la collectivité en fin de contrat
- 10- Les rapports du délégataire

REGLEMENT DES ASPECTS FINANCIERS ET FISCAUX

En sa qualité de concessionnaire de l'aménagement la CACG a inscrit à l'actif de son bilan l'immobilisation correspondante.

Il ressort des enregistrements comptables que cette valeur à l'actif de son bilan s'élève à la somme de **14 737 827 €** hors taxes :

DESIGNATION	ASSIETTE Francs HT		ASSIETTE Euros HT		TOTAL €
	1998	2000	1998	2000	
- Etudes préalables	-	-	-	-	-
- Prix payés au vendeurs	6 383 642,00	-	973 179,95	-	973 179,95
- Frais d'acquisition	306 847,88	3 114,05	46 778,66	474,73	47 253,39
- Préjudices	1 075 599,00	-	163 974,01	-	163 974,01
- Négociations	553 781,06	1 715,97	84 423,38	261,60	84 684,98
- Régléments aux tiers	68 120 784,94	51 235,31	10 384 946,72	7 810,77	10 392 757,49
- Implantations	8 309 574,78	-	1 266 786,51	-	1 266 786,51
- Régies et travaux	168 762,13	-	25 727,62	-	25 727,62
- Etudes, direction, et surveillance	11 176 922,00	41 566,72	1 703 910,77	6 336,81	1 710 247,58
- Frais financiers	-	-	-	-	-
- PURE	-	-	-	-	-
- Echanges amiables	480 259,25	-	73 215,05	-	73 215,05
TOTAL	96 576 173,04	97 632,05	14 722 942,67	14 883,91	14 737 826,58

La CACG ayant effectué cette livraison à soi-même au 31 décembre 2000, il n'y a pas lieu d'opérer de régularisation de la taxe sur la valeur ajoutée initialement déduite selon les dispositions de l'article 207 de l'annexe II du code général des impôts.



DECLARATION DES PARTIES

Fait àle.....en 2 exemplaires originaux

Pour la CACG,

Pour L'INSTITUTION ADOUR,

Willy LUIS,
Directeur Général

Paul CARRERE
Président

PROJET